

Table des matières

Introduction.....	4
Chapitre 1. L'obligation.....	4
Section I. Notion d'obligation juridique.....	4
Section II. Classification des obligations en fonction de leur source.....	6
Chapitre 2. Le contrat.....	8
Section I. Notion de contrat.....	8
Section II. Classification des contrats.....	10
§I. Classification des contrats en fonction de leur mode de formation.....	10
§II. Classification des contrats en fonction de leurs effets.....	12
Chapitre 3. L'évolution du droit des contrats depuis 1804.....	14
Section I. L'évolution des fondements.....	14
§I. La théorie de l'autonomie de la volonté.....	14
§II. La remise en cause de la théorie de l'autonomie de la volonté.....	16
I/ Le renforcement du cadre contraignant.....	16
II/ L'émergence d'un courant doctrinal « solidariste».....	18
Section II. L'évolution des sources.....	20
§I. La recodification du droit des contrats.....	20
§II. Le développement des sources supranationales.....	22
Titre I. La formation du contrat.....	24
Chapitre 1. L'accord des volontés.....	24
Section I. La qualité pour contracter.....	24
§I. L'aptitude à consentir pour soi-même.....	24
§II. Le pouvoir de contracter pour autrui: la représentation.....	26
I/ Autonomie de la représentation par rapport au contrat de mandat.....	26
II/ Régime juridique de la représentation.....	28
Section II. L'existence du consentement au contrat.....	30
§I. La rencontre d'une offre et d'une acceptation.....	30
I/ L'offre.....	30
A. Notion.....	30
B. Durée de l'offre.....	32
II/ L'acceptation.....	38
A. Une acceptation pure et simple.....	38
B. Une acceptation sous n'importe quelle forme.....	40
III/ La date de conclusion du contrat.....	42
A. Le principe: la conclusion du contrat lors de la rencontre de l'offre et de l'acceptation.....	44
B. L'exception: la conclusion du contrat, retardée jusqu'à l'accomplissement d'une formalité ou jusqu'à la remise d'une chose.....	48

§II. La possibilité de négociations précontractuelles	50
I/ Les pourparlers	50
II/ Les contrats préparatoires	52
A. <i>Les contrats organisant les négociations</i>	52
B. <i>Les contrats constatant un accord sur certains éléments</i> <i>du contrat projeté</i>	54
Section III. L'intégrité du consentement	60
§I. Un consentement libre	60
I/ Une contrainte	60
A. <i>La forme de la contrainte</i>	60
B. <i>La source de la contrainte</i>	62
II/ Une crainte déterminante du consentement	64
§II. Un consentement éclairé	66
I/ Le devoir d'information	66
II/ L'erreur	68
A. <i>Définition de l'erreur</i>	68
B. <i>L'objet de l'erreur</i>	70
C. <i>Les caractéristiques de l'erreur</i>	72
III/ Le dol	74
A. <i>Une erreur provoquée</i>	74
B. <i>Une tromperie intentionnelle du cocontractant</i>	76
C. <i>Une tromperie sous n'importe quelle forme</i>	78
Chapitre 2. Le contenu du contrat	80
Section I. La prestation, objet de l'obligation	80
§I. Une prestation possible	80
§II. Une prestation déterminée	82
I/ Le principe : une prestation déterminée ou déterminable dès la conclusion du contrat	82
II/ La possibilité de déterminer unilatéralement le prix dans certains contrats	84
A. <i>L'évolution jurisprudentielle antérieure à l'ordonnance de 2016</i>	84
B. <i>La consécration de la solution par l'ordonnance de 2016</i> <i>pour les contrats-cadre et les contrats de prestation de service</i>	90
§III. Une prestation licite	92
I/ Sources de l'ordre public	92
II/ Contenu de l'ordre public	94
A. <i>L'ordre public traditionnel</i>	94
B. <i>L'ordre public moderne</i>	96
§IV. L'indifférence du défaut d'équivalence des prestations des contractants	98
Section II. Le but du contrat	100
§I. La disparition formelle de la notion de cause	100
§II. Une contrepartie attendue non dérisoire ou illusoire	102
I/ Une contrepartie non dérisoire	102
II/ Une contrepartie non illusoire	104
III/ L'absence de clause privant de sa substance l'obligation essentielle	106
§III. Un but licite	108
I/ Un but conforme à l'ordre public	108
II/ Un but licite pour chaque contractant	110

Chapitre 3. La sanction de l'absence d'une condition de validité du contrat	112
Section I. La nullité.....	112
§I. Notion.....	112
I/ Sanction de l'absence originelle d'une condition de validité du contrat.....	112
II/ Sanction judiciaire ou conventionnelle.....	114
§II. L'action en nullité	116
I/ Distinction entre les nullités absolue et relative.....	116
II/ Régime des nullités absolue et relative	118
A. Titulaires du droit d'action	118
B. Effacement de la nullité.....	120
§III. L'exception de nullité.....	124
Section II. La caducité	126
§I. La caducité d'un acte isolé.....	126
§II. La caducité au sein d'un ensemble contractuel	128
Section III. Les conséquences de la nullité et de la caducité	130
§I. L'anéantissement du contrat	130
I/ Etendue de l'anéantissement	130
II/ Rétroactivité de l'anéantissement	132
§II. Les restitutions	134
I/ Le caractère automatique des restitutions	134
II/ Le principe de la restitution en nature des prestations	136
A. Impossibilité matérielle d'une restitution en nature	136
B. Impossibilité juridique d'une restitution en nature	138
III/ La restitution des produits et des fruits	140
§III. Les indemnités complémentaires	142
I/ L'indemnisation des dépenses de conservation et d'amélioration	142
II/ L'indemnisation des dégradations.....	144
III/ L'indemnisation de la jouissance.....	146
IV/ L'indemnisation du préjudice consécutif à l'anéantissement du contrat	148
Titre II. Les effets du contrat	150
Chapitre 1. La force obligatoire du contrat entre les contractants	150
Section I. La nécessité d'exécuter les obligations issues du contrat.....	150
§I. Contenu obligationnel et effets non obligationnels	150
§II. Les obligations déterminées par les parties	152
I/ L'interprétation de la volonté des parties	152
A. Les règles d'interprétation du contrat	152
B. Le contrôle de la dénaturation du contrat	154
II/ La simulation.....	156
§III. Les « suites » données au contrat par l'équité, l'usage ou la loi.....	158
I/ Les obligations issues des usages ou de la loi.....	158
II/ Les obligations découlant de l'équité.....	160
Section II. L'irrévocabilité du contrat	162

Section III. L'intangibilité du contrat	164
§I. La nécessité d'un nouvel accord de volonté pour modifier le contrat	164
§II. La modification du contrat par le juge, une atteinte à la force obligatoire du contrat	166
I/ La révision des clauses pénales.....	166
II/ La suppression des clauses abusives	168
A. Dans les contrats de consommation	168
B. Dans les contrats d'adhésion.....	174
III/ La révision pour imprévision.....	176
A. Avant la réforme	176
B. Après la réforme.....	180
Chapitre 2. L'effet relatif du contrat à l'égard des tiers.....	182
Section I. La situation des tiers: distinction entre effet obligatoire et opposabilité du contrat	182
§I. L'absence d'effet obligatoire du contrat à l'égard des tiers.....	182
I/ Le principe	182
II/ La possibilité de se porter fort d'un tiers	184
§II. L'opposabilité du contrat aux tiers	186
I/ La possibilité pour les parties d'opposer le contrat aux tiers	186
II/ La possibilité pour les tiers d'opposer le contrat aux parties	188
Section II. La distinction entre les parties et les tiers: la transmission de la « position contractuelle » après la conclusion du contrat	190
§I. En cas de décès d'une partie	190
§II. En cas de cession du contrat	192
I/ Consécration de la cession conventionnelle de contrat.....	192
II/ Conditions de validité de la cession conventionnelle de contrat	194
III/ Effets de la cession conventionnelle de contrat	196
Section III. Les exceptions à l'effet relatif des contrats	198
§I. Les actions directes.....	198
I/ Les actions directes en paiement	198
II/ Les actions directes en responsabilité ou en garantie	200
§II. La stipulation pour autrui.....	202
I/ Consécration de la stipulation pour autrui.....	202
II/ Précision de son régime	204
A. Conditions de validité.....	204
B. Effets.....	206
C. Révocation de la stipulation.....	208
Titre III. Les sanctions en cas d'inexécution du contrat	210
Chapitre 1. Les sanctions visant à obtenir la prestation promise	212
Section I. L'exception d'inexécution	212
§I. Consécration de sa généralisation.....	212
§II. Précision de son régime juridique.....	214
Section II. L'exécution forcée du contrat	216
§I. L'exécution forcée du contrat par le débiteur	216
§II. L'exécution du contrat par un tiers aux dépens du débiteur	218

Chapitre 2. Le versement de dommages et intérêts :	
la « responsabilité contractuelle »	220
Section I. Droit commun de la « responsabilité contractuelle »	220
§I. Conditions	220
I/ Une inexécution contractuelle	220
II/ Un préjudice en lien de causalité avec l'inexécution	222
A. L'exigence d'un préjudice	222
B. Le préjudice réparable	224
§II. Causes d'exonération du débiteur	226
§III. Mise en œuvre de la « responsabilité contractuelle »	228
I/ Exigence d'une mise en demeure	228
II/ Montant de l'indemnisation	230
Section II. Aménagements conventionnels	232
§I. Clauses aménageant les conditions de la responsabilité ou les causes d'exonération	232
§II. Clauses relatives au montant de l'indemnisation	234
Chapitre 3. La résolution du contrat	236
Section I. La résolution du contrat en cas d'inexécution	236
§I. La résolution totale en cas d'inexécution	236
I/ Modalités	236
A. La résolution judiciaire	236
B. La résolution découlant de l'application d'une clause résolutoire	238
C. La résolution par notification	240
II/ Effets	242
§II. La résolution partielle en cas d'inexécution : la réduction du prix	244
Section II. La résolution automatique en cas d'impossibilité d'exécution : la théorie des risques	246
Index	249